

Le 3 mai, journée mondiale de la liberté de la presse



Le 3 mai, journée mondiale de la liberté de la presse

Le 3 mai sert à rappeler aux gouvernements la nécessité de respecter leur engagement en faveur de la liberté de la presse et constitue également une journée de réflexion pour les professionnels des médias sur les questions relatives à la liberté de la presse et à l'éthique professionnelle.

La Journée mondiale de la liberté de la presse est une journée de soutien aux médias qui sont des cibles pour la restriction ou l'abolition de la liberté de la presse.

C'est aussi une journée de commémoration pour les journalistes qui ont perdu la vie dans la poursuite d'une histoire.

La Journée permet d'informer les citoyens sur les atteintes portées à la liberté de la presse.

Dans des dizaines de pays à travers le monde, des publications sont censurées, condamnées, suspendues ou tout simplement n'ont plus le droit de paraître, alors que des journalistes, des rédacteurs en chef et des éditeurs sont harcelés, attaqués, détenus ou même tués.

Le 3 mai a été proclamé Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, suivant la recommandation adoptée lors de la 26ème session de la Conférence générale de l'UNESCO en 1991.

Ce fut également **une réponse à l'appel de journalistes africains** qui, en 1991, ont proclamé la Déclaration de Windhoek sur le pluralisme et l'indépendance des médias.

Du 2 au 5 mai 2022, l'UNESCO et la République d'Uruguay accueilleront la conférence mondiale annuelle de la Journée mondiale de la liberté de la presse dans un format hybride à Punta Del Este, en Uruguay.

Sous le thème **"Le journalisme sous l'emprise du numérique"**

Message d'Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO :

"Il nous incombe à tous d'en faire plus pour gérer les risques et saisir les possibilités qu'offre l'ère du numérique. En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, j'invite les États membres, les entreprises technologiques et la communauté des médias, ainsi que le reste de la société civile, à unir leurs forces pour établir une nouvelle configuration numérique qui protégerait à la fois le journalisme et les journalistes."